

Crise économique et microfinance

«Les marges de croissance sont énormes»

Entretien avec Teshome Yohannes Dayesso, vainqueur du Prix européen de la microfinance

PAR NADIA DI PILLO

La crise économique offre l'occasion de repenser les modèles économiques actuels. La baisse de confiance dans le système bancaire va-t-elle profiter à des institutions qui affichent plus d'éthique, plus de transparence? Le Luxemburger Wort s'est entretenu avec Teshome Yohannes Dayesso, directeur général d'une institution de microfinance en Ethiopie (Buusaa Gonofaa) et vainqueur du Prix européen de la microfinance.

Comment la crise actuelle affecte-t-elle les institutions de microfinance en Ethiopie?

Les institutions de microfinance (IMF) sont relativement épargnées des conséquences directes de la crise économique, en raison du faible niveau d'interconnexion avec les marchés financiers internationaux. Nous n'empruntons pas auprès des banques étrangères et nous n'avons pas de sociétés privées étrangères dans notre capital. Cependant, il y a des conséquences indirectes, car les activités de nos clients sont dépendantes, à des degrés divers, du contexte économique en général. Or, celui-ci s'est fortement détérioré avec la crise économique. Outre la contraction des exportations, les flux de capitaux ont commencé à se tarir, y compris les transferts de fonds des migrants. Les agriculteurs ont également été durement frappés par la violence de cette crise. De plus, le pays connaît une pression inflationniste massive. La pénurie de devises et la dépréciation rapide de notre monnaie sont d'autres problèmes auxquels le pays doit faire face.

Cette crise est un vrai désastre pour les pays africains. Il faut savoir qu'en Ethiopie, le tissu économique est très faible et lorsque un secteur est touché – la construction par exemple – c'est toute l'économie du pays qui en souffre. Les IMF sont donc affectées par la crise au travers des dépôts de leurs clients.

La crise a-t-elle baissé la demande en matière de microcrédit?

En effet, la demande a fortement baissé depuis le début de la crise. Une incertitude toute particulière pèse sur les habitants et bien évidemment sur les foyers les plus pauvres qui hésitent à prendre un crédit. Beaucoup craignent une hausse des taux d'intérêts durant cette période très critique.

La crise actuelle menace-t-elle l'existence même des institutions de microfinance en Afrique?

Même avec une baisse des apports des gouvernements et des bailleurs de fonds, les IMF sont suffisamment robustes pour surmonter la crise actuelle. Les dépôts proviennent essentiellement de clients locaux et donc moins de ressources extérieures. Nous ne souffrons pas de la contraction des liquidités bancaires, même si nous avons recours au financement bancaire. Toutefois, il est certain qu'avec la crise économique, la plupart des institutions de microfinance ne vont pas progresser en 2009, mais plutôt continuer avec le même nombre d'opérations qu'avant.

Comment votre institution trouve-t-elle un équilibre entre impact social et performance financière?

Cela constitue un défi permanent. Afin de rester économiquement viables et de fournir des produits financiers à des prix abordables, nous devons obtenir des fonds à des taux raisonnables, et devons veiller à emprunter sur le long terme tout en offrant des petits prêts à court terme. Au sein de Buusaa Gonofaa, nous limitons le volume de nos crédits dans la mesure du possible. Nous limitons également nos risques. Mais en faisant cela, nous n'avons pas forcément la garantie de répondre aux besoins des plus pauvres. Je pense qu'il faut avoir une vision claire de sa mission. Pourquoi sommes-nous là et à qui nous adressons-nous? Ensuite, on prend les décisions en fonction des priorités définies.

Quel est le potentiel de la microfinance en Ethiopie?

La législation éthiopienne a permis, d'un côté, la création d'un environnement favorable à l'essor de la microfinance, de l'autre côté, elle pose des limites très strictes en matière d'investissements étrangers dans les sociétés éthiopiennes, ce qui limite considérablement le développement du secteur. Des sociétés étrangères ne peuvent pas investir dans des structures de microfinance en Ethiopie. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous avons été relativement épargnés de la crise financière. Le problème vient du fait qu'il y a aussi très peu de sociétés privées en Ethiopie qui investissent dans des institutions de microfinance. Nous nous trouvons donc actuellement dans une situation de blocage. C'est regrettable vu le potentiel énorme de ce secteur d'activité. D'autant que dans le contexte éthiopien, il existe des marges de croissance énormes, le taux de pénétration de la microfinance étant à peine de 10 %. En région rurale, les besoins sont gigantesques et loin d'être couverts. D'une manière générale, l'Afrique attire difficilement les fonds d'investissement, à l'exception de quelques pays. Beaucoup d'efforts doivent être faits pour le renforcement du secteur en Afrique.

Quelle est la raison de ce «blocage»?

Il y a une réelle incompréhension de la microfinance en tant qu'opportunité commerciale pour le pays. Et je ne vois pas d'amélioration à court terme. Récemment, nous avons procédé à une modification de la loi. Nous avons demandé à ce que les investissements étrangers soient autorisés dans le secteur de la microfinance, mais ces revendications n'ont pas été prises en compte.

Vous avez lancé en juillet 2007 un projet de registre social (poverty scorecard) qui vous a valu le Prix européen de la microfinance 2008. De quoi s'agit-il?

Cet outil vise à mesurer la performance sociale des services de crédit et d'épargne. Une fois par an,

nous interrogeons nos clients par rapport à leurs conditions de vie. Nous leur demandons ce qui a changé au niveau de leur patrimoine, de leur entreprise par exemple. Nous collectons et vérifions ces données auprès de chaque communauté. Toutefois, en milieu rural, les contrôles demeurent relativement limités. A long terme, ce «registre social» comme on l'appelle, servira à voir dans quelle mesure la microfinance a aidé ces familles pauvres à améliorer leur quotidien. Au contraire d'indicateurs financiers, ce sont des indicateurs sociaux, car ce n'est pas parce qu'un client rembourse son prêt que sa situation est meilleure.

Avez-vous déjà une idée précise de la situation de vos clients?

Non pas encore. Nous avons déjà collecté un certain nombre de données, mais il faut attendre quelques années pour avoir une vision plus claire de l'évolution de leurs conditions de vie. Nous ne nous attendons d'ailleurs pas à ce que le niveau de vie progresse du jour au lendemain. Le but est d'avoir une meilleure connaissance de nos clients et de pouvoir ainsi leur offrir des services appropriés.

38.000 clients

en Ethiopie

Buusaa Gonofaa, une institution de microfinance éthiopienne a remporté le Prix européen de la microfinance en novembre 2008 pour son projet «poverty scorecard». Cet instrument est actuellement très sollicité en Afrique, se réjouit Teshome Yohannes Dayesso qui rendait visite hier à son partenaire SOS Faim. Dans l'action sociale de Buusaa Gonofaa, les femmes

sont particulièrement visées, ainsi que les jeunes sans terre et les fermiers petits exploitants. Buusaa Gonofaa compte plus de 38.000 clients: 80 % sont des femmes et 75 % vivent en milieu rural. Les ménages étant composés en Ethiopie d'une moyenne de six individus, l'on peut estimer que plus de 200.000 personnes sont concernées par ses services. Buusaa Gonofaa fête ses 10 ans en 2009.